

03

Signature du titulaire/Holder's signature

Claude
mère

Passeport n° / Passport no
19F137932

VIGIER

Prénoms / Given names (2)

Rémi

Nationalité/Nationality (3)

Francaise

Date de naissance / Date of birth (4)

13 01 2007

Date de délivrance / Date of issue (7)

15 11 2019

Autorité/Authority (9)

Préfecture de la Charente ANGLOULEME

Date d'expiration / Date of expiry (8)

14 11 2024

Sexe/Sex (5) Taille/Height (12) Couleur des yeux/Colour of eyes (13)

M 1,60 m VERTE

Lieu de naissance/Place of birth (6)

L'ISLE-D'ESPAGNAC

Domicile/Residence (71)

2 RUE DE LA COMBE

VADALLE
16560 AUSSAC-VADALLE
FRANCE

P<FRAVIGIER<<REMI<<<<<<<<<<<<<<<<<<<<<<<
19FI379325FRA0701134M2411141<<<<<<<<<<<<<08

CHARENTE

Numéro de l'assuré : 1 73 07 16 374 035 27

Nom de l'assuré :
 VIGIER VALERIAN

Attestation de droits à l'assurance maladie

Valable du 28/11/2022 au 27/11/2023 sous réserve de changement dans la situation de l'assuré

Organisme de rattachement sécurité sociale	Code gestion	N° de sécurité sociale de l'assuré (à utiliser pour tous les bénéficiaires ci-dessous)	Modulation du tick modérateur
01 161 8954	10	1 73 07 16 374 035 27	
Bénéficiaires(s) nom de famille suivi d'un éventuel nom d'usage	N° de sécurité sociale du bénéficiaire (pour information)		Né(e) le / rang
VIGIER REMI a déclaré un médecin traitant	1 07 01 16 166 048 80		13/01/2007 1

Toute attestation de droits antérieure est à détruire

Conformément au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 et à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux données vous concernant auprès du Directeur de votre organisme d'assurance maladie ou son Délégué à la Protection des Données. En cas de difficultés dans l'application de ces droits, vous pouvez introduire une réclamation auprès la Commission nationale Informatique et Libertés.

La loi rend passible d'amende et/ou d'emprisonnement quiconque se rend coupable de fraudes ou de fausses déclarations (articles 441-1, et suivants du Code Pénal). En outre, la falsification ou l'établissement de faux documents, ainsi que l'utilisation de tels documents sont passibles de sanctions prévues aux articles L. 444-17.1 du Code de la Sécurité Sociale